



Doc. 15924

08 février 2024

Élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement du Liechtenstein

Communication¹

Secrétaire Général·e de l'Assemblée parlementaire

1. Les curriculum vitae sont présentés et publiés tels que soumis par le Gouvernement du Liechtenstein.



Sommaire

Page

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement du Liechtenstein	3
2. Informations sur la procédure nationale de sélection pour le poste de juge de la Cour européenne des droits de l'homme	3
Annexe 1 – Curriculum vitae de Alain Chablais	4
Annexe 2 – Curriculum vitae de Marie-Louise Gächter-Alge	9
Annexe 3 – Curriculum vitae de Catherine Reiter	12

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement du Liechtenstein

Lettre de M. Domenik Wanger, Ambassadeur, Représentant Permanent de la Principauté du Liechtenstein auprès du Conseil de l'Europe, à M^{me} Chatzivassiliou-Tsovilis, Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire, du 23 janvier 2024

En référence à votre lettre du 1er février 2023, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après et par ordre alphabétique, les noms et curriculums vitae des trois candidat·e·s que le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein a choisi de présenter à l'élection du juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre du Liechtenstein.

- Monsieur Alain Chablais
- Madame Marie-Louise Gächter
- Madame Catherine Reiter

2. Informations sur la procédure nationale de sélection pour le poste de juge de la Cour européenne des droits de l'homme

La procédure nationale de sélection des trois candidat·e·s sur la liste gouvernementale s'est déroulée de la façon suivante.

Le 28 février 2023, le Gouvernement du Liechtenstein a mis en place un organe de sélection national chargé de recommander trois candidats. Dans le même temps, le gouvernement a approuvé la mise à jour des lignes directrices de l'organe de sélection qui avaient été établies en 2014 lors de la présentation de la liste précédente des candidats à l'élection. Ces lignes directrices intègrent les différents documents du Conseil de l'Europe qui font référence aux exigences de la procédure de sélection nationale. Cinq experts ont été nommés au sein de cet organe: le Secrétaire Général Adjoint du ministère des Affaires étrangères, de l'Éducation et du Sport (Président), le Président de la Cour constitutionnelle, ancien juge du Liechtenstein à la Cour européenne des droits de l'homme, le Secrétaire Général du ministère des Infrastructures et de la Justice et le Directeur de l'Office pour les Affaires étrangères.

Le 22 mars 2023, un appel public à candidatures a été publié dans les sites de presse en ligne du Liechtenstein, de la Suisse et de l'Autriche, ainsi que sur la page d'accueil du Gouvernement du Liechtenstein. En outre, tous les tribunaux (de plus haute instance) du Liechtenstein, de la Suisse et de l'Autriche, ainsi que toutes les facultés de droit, ont été informés de l'appel à candidatures. De plus, les Ambassadeurs résidant à Strasbourg et les agents du Gouvernement de la Suisse, de l'Autriche, de l'Allemagne et du Luxembourg, ainsi que les personnes concernées au sein du Conseil de l'Europe, ont été informés de l'appel public.

Le 2 mai 2023, date limite de soumission des candidatures, neuf candidatures émanant du Liechtenstein, de la Suisse, de l'Autriche et de l'Allemagne ont été déposées. Après que l'organe de sélection ait procédé soigneusement à l'évaluation des candidatures écrites, tous les candidats ont été auditionnés au cours d'un entretien. Ces entretiens, d'une durée de 50 minutes chacun, ont eu lieu respectivement les 20 juin, 7 et 10 juillet 2023, sur la base d'un format standardisé comprenant une évaluation des compétences linguistiques des candidats. Le 10 juillet 2023, l'organe de sélection a présenté la liste des trois candidats. Le gouvernement a approuvé cette décision le 12 juillet 2023.

[...]

Annexe 1 – Curriculum vitae de Alain Chablais

I. État civil

Nom, prénom: Chablais, Alain

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance: 8 juillet 1969, Zurich, Suisse

Nationalités: suisse, française

II. Études et diplômes, et autres qualifications

1996: Doctorat en droit (Dr. iur / PhD), Université de Fribourg (*summa cum laude*)

1992: Licence en droit (lic. iur), Université de Fribourg (*magna cum laude*)

1988 – 1992: Études de droit, Université de Fribourg (CH)

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Depuis 2018: **Agent du Gouvernement de la Suisse** devant la Cour européenne des droits de l'homme et les comités de l'ONU (CAT, CERD, CEDAW et CRC), Office fédéral de la justice, Berne

2009 – 2012: Juge au Tribunal administratif fédéral, Saint-Gall (CH), membre de la Cour I (domaines juridiques: protection des données, accès aux documents publics, expropriation, environnement, communications, énergie, infrastructures, droit de la fonction publique, responsabilité de l'État et assistance administrative internationale)

2005 – 2009: Co-secrétaire du Comité consultatif du contentieux du Conseil de l'Europe

1999 – 2004: Greffier au Tribunal sportif de l'Association suisse de Football

1995 – 1999: Greffier-rapporteur au Tribunal cantonal de Fribourg, Cour des assurances sociales

1994 – 1995: Membre de la Commission de recours de l'Université de Fribourg (CH)

b. Description des activités juridiques non judiciaires

2013 – 2018: Chef suppléant, Task Force sur le recouvrement d'avoirs, Direction du droit international public, Département fédéral des Affaires étrangères, Berne

2012 – 2013: Professeur ordinaire (Chaire de droit public) à la Faculté de droit de l'Université de Neuchâtel (CH)

1999 – 2009: Direction Générale des affaires juridiques et des droit de l'homme (DG I), Conseil de l'Europe

– 2005-2007, 2009: Juriste, Commission de Venise

– 2007 – 2009: Chef a.i., Secrétariat de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales

– 1999 – 2005: Juriste, Secrétariat de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales

1996 – 1998: Juriste, Unité Révision totale de la Constitution, Office fédéral de la justice

1992 – 1995: Assistant de recherche et d'enseignement, Université de Fribourg (CH), Faculté de droit

c. Description des activités professionnelles non juridiques

-

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 2018, j'ai été particulièrement actif dans le cadre de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'homme au sein du Conseil de l'Europe. En tant que **délégué de la Suisse au Comité directeur pour les droits de l'homme** (CDDH), j'ai été impliqué dans la préparation de plusieurs recommandations, lignes directrices et autres rapports importants consacrés aux droits de l'homme et au système de la CEDH, à l'image du rapport sur la place de la Convention dans l'ordre juridique européen et international ou du rapport sur l'évaluation du processus d'Interlaken. J'ai été élu comme membre du Bureau du CDDH pour la période 2020-2021 et réélu pour la période 2022-2023.

J'ai également été étroitement associé au travail du **Comité d'experts sur le système de la CEDH** (DH-SYSC), dont j'ai été élu Président à partir de l'année 2023. Les activités de ce Comité sont de la plus haute importance pour le bon fonctionnement du système de la Convention, qui repose sur une responsabilité partagée entre l'ensemble des acteurs. En 2020-2022, j'ai présidé le DH-SYSC-IV, qui a finalisé un rapport sur le traitement et la résolution efficace d'affaires concernant des conflits interétatiques. Ce rapport a par la suite été approuvé par le CDDH et a constitué la base de la première Déclaration du Comité des Ministres adoptée sur le sujet.

L'adhésion de l'Union européenne à la CEDH constituera une étape majeure dans le développement de la protection des droits de l'homme en Europe. Elle renforcera également la cohérence de la protection des droits de l'homme en Europe. Les négociations ont repris en 2020 au sein du **Groupe de négociation ad hoc du CDDH «46+1»**. En tant que **Vice-président de ce Groupe**, je me suis fortement engagé pour proposer des solutions de compromis pouvant permettre l'adhésion de l'Union européenne tout en préservant l'intégrité du système de la Convention, l'égalité entre toutes les parties ainsi que les droits des requérants. J'ai notamment exercé le rôle de coordinateur des États non-membres de l'Union européenne afin de faciliter l'émergence d'une position commune. En mars 2023, le Groupe est parvenu à un accord provisoire unanime sur la façon de solutionner l'ensemble des questions à l'exception d'une seule, qu'il revient à l'Union européenne de résoudre à l'interne.

En tant qu'**agent du Conseil de l'Europe** durant plus de 10 ans, j'ai activement promu les valeurs de l'Organisation que sont les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. J'ai eu l'opportunité de développer le mécanisme de monitoring de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales alors récemment adoptée. J'ai organisé de très nombreuses visites de suivi et rédigé un nombre considérable d'avis par pays et d'avis thématiques du Comité consultatif. J'ai également préparé et négocié des projets de recommandations à l'attention du GR-H et des Délégués des Ministres. La protection des minorités nationales et des droits des personnes appartenant à ces minorités fait partie intégrante de la protection internationale des droits de l'homme. L'égalité et la non-discrimination, la liberté de réunion pacifique, la liberté d'association, la liberté d'expression et la liberté de pensée, de conscience et de religion ont un caractère universel mais elles sont particulièrement pertinentes pour les personnes appartenant à des minorités nationales. Ces droits et libertés ont dès lors été inclus dans la Convention-cadre, étant entendu que leur interprétation doit être conforme à la CEDH. Au sein du Secrétariat de la **Commission de Venise**, j'ai eu l'occasion d'analyser la compatibilité de plusieurs législations nationales avec la jurisprudence de la Cour et les principes démocratiques qui forment la base de notre héritage européen commun. Les projets d'avis et de rapports que j'ai préparés avec les rapporteurs étaient à la base des échanges stimulants précédant l'adoption formelle de ces textes par la Commission de Venise durant ses réunions plénières.

En ma qualité de Chef suppléant de la Task Force sur le recouvrement d'avoirs rattachée à la **Direction du droit international public** du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, j'ai traité aussi bien de procédures contentieuses que non contentieuses concernant le blocage et la confiscation d'avoirs illicites de personnes politiquement exposées à l'étranger (PPE). Leurs droits individuels, y compris ceux qui sont protégés par l'article 6 CEDH, devaient toujours être respectés dans le contexte de ces procédures placées sous le contrôle des tribunaux nationaux. En ce qui concerne l'entraide internationale en matière pénale y compris l'extradition, j'ai eu à traiter plusieurs affaires complexes de PPE impliquant des actes de corruption internationale et/ou de blanchiment d'argent, en étroite coopération avec le ministère public, l'Office fédéral de la justice ainsi que les États requérants et les États requis. Dans ce contexte, savoir si une demande d'entraide devait être déclarée irrecevable au motif que les procédures menées à l'étranger ne respectaient pas les exigences procédurales de la CEDH nécessitait toujours un examen individuel approfondi et une attention particulière.

La CEDH et la jurisprudence qui s'y rattache font partie intégrante de la *jurisprudence du Tribunal administratif fédéral*. En ma qualité de juge auprès de ce Tribunal, j'ai appliqué dans ma pratique quotidienne les garanties de la CEDH telles qu'elles sont interprétées par la Cour, y compris en ce qui concerne les questions procédurales. Cela était notamment le cas pour les recours en matière de protection des données, d'environnement et d'accès aux documents publics.

Les droits de l'homme et les libertés fondamentales ont été au centre de mes activités durant ma première période d'activité professionnelle pour le compte de l'Office fédéral de la justice au sein de *l'Unité Révision totale de la Constitution*. J'ai eu l'opportunité de participer à la rédaction des dispositions du Chapitre de la nouvelle Constitution consacré aux droits fondamentaux (articles 7 – 36) et de la partie correspondante du Message [rapport explicatif] présenté par le Gouvernement au Parlement. Le catalogue des droits fondamentaux de la Constitution fédérale de la Confédération suisse de 1999 est largement inspiré des droits de l'homme et des libertés fondamentales de la CEDH et de la jurisprudence y afférente.

Enfin, j'ai participé à un très grand nombre de *conférences* en tant qu'orateur, membre d'un panel ou rapporteur durant toute ma carrière professionnelle et je continue à le faire. Les exemples les plus récents de ces conférences abordant des questions de droits de l'homme et le système de la CEDH sont notamment les suivants:

- Conférence internationale "*Affaires interétatiques en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme – Expériences et défis actuels*" organisée à Berlin les 12-13 avril 2021 sous l'égide de la Présidence allemande du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (orateur)
- Conférence internationale "*Principe de subsidiarité: mise en œuvre nationale de la CEDH*" organisée à Strasbourg le 4 mai 2023 par la Présidence islandaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, la Cour européenne des droits de l'homme et le Département de la mise en œuvre en matière de standards des droits humains, justice et coopération [DG I] (orateur)

V. Activités publiques

Postes dans la fonction publique

-

Mandats électifs

Depuis 2023: **Président du DH-SYSC**

Depuis 2020: **Vice-Président du Groupe ad hoc de négociation du CDDH «46 + 1»**

Depuis 2020: **Membre du Bureau du CDDH**

2020 – 2022: **Président du DH-SYC-IV**

2009-2012: Juge au Tribunal administratif fédéral

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

-

VI. Autres activités

2003 – 2006: Enseignant invité au Programme de Master pluridisciplinaire «European Integration and Regionalism», Académie européenne de Bolzano/Bozen (I)

2003 – 2005: Enseignant invité au Diplôme d'études approfondi (D.E.A.) de droit comparé des droits de l'homme, Institut des Hautes Études Européennes, Université Robert Schuman, Strasbourg

2001 – 2008: Membre du Conseil scientifique de l'Académie européenne de Bolzano/Bozen (I)

VII. Travaux et publications

Je suis l'auteur de 21 publications de fond (ouvrages et articles) dans les domaines du droit international public, des droits de l'homme, du droit constitutionnel et du droit administratif. La sélection qui suit comprend les publications les plus pertinentes:

- *Climat (Droits fondamentaux et protection du climat)*, in: Mélanges pour le Professeur Pascal Mahon, Collection neuchâteloise, en co-édition avec Helbing et Lichtenhahn, Neuchâtel-Bâle 2023, p. 52-56
- *La révision selon l'art. 122 de loi sur le Tribunal fédéral (LTF) et les dispositions apparentées – Elargissement des conditions permettant la révision en cas de violation de la CEDH*, in: *Gehorche den Gesetzen, Liber Amicorum für Hansjörg Seiler*, éditions Stämpfli, Berne, 2022, p. 303-320
- *Défis liés aux affaires inter-étatiques devant la Cour – Pistes d'action possibles*, in: *Affaires interétatiques en vertu de la CEDH – Expériences et défis actuels*, Actes de la Conférence organisée sous l'égide de la Présidence allemande du Comité des Ministres, Berlin 12-13 avril 2021, éditions du Conseil de l'Europe, mars 2022, p. 56-62
- *Le blocage prononcé sur la base de la Constitution et de la Loi sur la valeurs patrimoniales d'origine illicite (LVP)*, in: *Droit suisse des sanctions et de la confiscation internationales*, éditions Helbing et Lichtenhahn, Bâle, 2020, p. 70-95
- *La nouvelle loi sur les valeurs patrimoniales d'origine illicite (LVP)*, in: Jusletter 11 janvier 2016
- *La Charte éthique du Tribunal administratif fédéral*, in: *Justice-Justiz-Giustizia* 2011/4
- *Legal Entrenchment and Implementation Mechanisms*, in: *Political Participation of Minorities – A Commentary on International Standards and Practice*, Oxford University Press, Oxford/New York 2010, p. 735-750
- *European Commission for Democracy through Law (Venice Commission): Review of Recent Reports and Opinions Relevant to the Protection of National minorities*, in: *European Yearbook of Minority issues*, Volume 5, 2005/6, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston 2007, p. 305-314 (together with Pierre Garrone, Dr iur)
- *Framework Convention for the Protection of National Minorities: Overview of the country-by-country monitoring conducted by the Advisory Committee and the Committee of Ministers*, in: *European Yearbook of Minority issues*, Volume 4, 2004/5, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston 2006, p. 515-540
- *Protection de l'environnement et droit cantonal des constructions – Compétences et coordination, thèse de doctorat (PhD)*, éditions universitaires de Fribourg/Schulthess, Fribourg 1996

VIII. Langues

langue	Lu			Écrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
a. Première langue:	x			x			x		
- français.....									
b. Langues officielles:									
– anglais	x			x			x		
– français	x			x			x		
c. Autres langues:									
allemand.....	x			x			x		
Italien.....	x				x		x		

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat

Je confirme

X. Autres éléments pertinents

-

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu juge à la Cour

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas si je suis élu juge à la Cour

Annexe 2 – Curriculum vitae de Marie-Louise Gächter-Alge

I. État civil

Nom, prénom: Gächter-Alge, Marie-Louise

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: 31 juillet 1973, à Innsbruck, Autriche

Nationalité: autrichienne

II. Études et diplômes, et autres qualifications

09/2022-08/2024	Université d'Oxford, MSc in International Human Rights Law
10/2005-02/2011	Université de St. Gall (HSG), Suisse, Thèse de doctorat en droit, Sujet de thèse: «Le multilinguisme dans le droit international des traités – de la rédaction à l'interprétation», sous la codirection de la Prof. Kerstin von der Decken et du Prof. Rainer J. Schweizer
09/1991-05/1996	Université d'Innsbruck, Autriche, Etudes de droit (Magistra iuris; prix de l'Université pour les résultats obtenus à l'ensemble des examens de licence) et de traduction (Anglais et Français)

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

En ma qualité de préposée à la protection des données, la priorité principale est accordée à l'examen des réclamations conformément à l'article 77 du Règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces situations opposent des particuliers à des responsables du traitement de données tel que les entreprises ou des institutions publiques. Il revient à l'Autorité de protection des données de résoudre ces différends de manière très similaire à un juge qui serait confronté à un litige.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Depuis 04/2021	Professeure titulaire, Université de Fribourg (Droit international public, Convention européenne des droits de l'homme, Responsabilité internationale des États et des organisations internationales, Droit européen de la protection des données)
09/2008-03/2021	Chargée de cours, Université de Fribourg (avec une charge de cours identique à celle assumée dans le cadre de mes fonctions actuelles)
Depuis 01/2018	Préposée à la protection des données, Principauté du Liechtenstein
Depuis 01/2018	Chargée de Cours, Université du Liechtenstein et Université privée du Liechtenstein (UFL) (Droit européen de la protection des données)
10/2013-12/2017	Juriste, Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), Berne (Responsable de l'établissement et de la mise en œuvre du cadre juridique national relatif à la participation de la Suisse au programme-cadre de l'Union européenne baptisé Horizon 2020; financement direct à partir de 2014)
10/2012-09/2013	Conseillère scientifique, Conseil suisse de la science (CSS), Berne
12/2008-09/2012	Coordinatrice de l'École doctorale ProDoc Fondements du droit européen et international (Prof. Samantha Besson, Université de Fribourg)
07/2007-08/2007	Stagiaire, Cour de justice de l'Union européenne, Luxembourg (cabinet de M. l'avocat général M. Poiares Maduro)
10/2005-05/2009	Assistante-doctorante et lectrice (Droit international des droits de l'homme), Chaire de droit international public et de droit européen de l'Université de St. Gall (Prof. Kerstin von der Decken)
02-07/1999 et 06/1996-01/1997	Stagiaire aux tribunaux de Feldkirch et Innsbruck, Autriche
06-09/1995	Stagiaire, Bezirkshauptmannschaft (administration régionale), Dornbirn, Autriche

c. Description des activités professionnelles non juridiques

02/1997-10/2005 Traductrice (traduction juridique portant sur le droit constitutionnel, droits de l'homme, droit de l'environnement, fédéralisme suisse, entraide judiciaire, etc.)

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- **Experte, Unité de la Protection des données, Conseil de l'Europe**
- **Représentante pour le Liechtenstein auprès du Conseil de l'Europe, Comité consultatif relatif à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108)**
- **Co-rapporteuse du groupe de travail portant sur le droit d'être entendu, Comité européen de la protection des données**
- **Membre du Comité d'orientation sur les droits fondamentaux, établi dans le cadre du système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS)**
- **Membre du Groupe de travail portant sur la protection des données et d'autres droits fondamentaux (DPORF), établi dans le cadre de l'Assemblée mondiale pour la protection de la vie privée (Global Privacy Assembly; GPA)**

V. Activités publiques

Mandats électifs

2019-2023: **Membre de la Commission nationale du registre des bénéficiaires effectifs**

VI. Autres activités

Association pour les droits humains au Liechtenstein, Amnesty International Liechtenstein et aha: formation aux droits de l'homme au Sekundarstufe 1 (âge 10-15)

VII. Travaux et publications Livres

- Mehrsprachigkeit im Völkervertragsrecht – von der Ausarbeitung zur Auslegung, Thèse de doctorat, Bamberg, 2011.

Articles

- Data Free Flow with Trust – Auf der Suche nach dem Vertrauen, en: Friedewald M., Roßnagel A. et al (édit.), *Data Fairness in einer globalisierten Welt*, Baden-Baden: Nomos, 2023; à paraître.
- Konvention 108+, Liechtenstein bekennt sich zum globalen Datenschutz, *Liechtensteinische Juristenzeitung*, 04/2023, à paraître.
- Ein Plädoyer für die effektive Durchsetzung des Rechts auf informationelle Selbstbestimmung: EFTAgerichtshof in der Rechtssache Adpublisher, *Liechtensteinische Juristenzeitung*, vol. 4, Decembre 2021, p. 154-159.
- Die Konstitutionalisierung des Rechts auf Datenschutz und eventuelle Auswirkungen auf Liechtenstein, en: Hilmar Hoch, Christina Neier und Patricia M. Schiess Rütimann (édit.), *100 Jahre liechtensteinische Verfassung. Funktionen, Entwicklung und Verhältnis zu Europa*, Gamprin-Bendern, Verlag der Liechtensteinischen Akademischen Gesellschaft, 2021, p. 271–290.
- Judges facing the Challenge of Multilingual International Criminal Courtrooms, en: Samantha Besson, Andreas Ziegler (édit.), *Le juge en droit européen et international – The Judge in European and International Law*, Zurich, Schulthess, 2013, p. 123-140.
- The Principle of Good Faith in Treaty Negotiations – Obligation to Choose Words in a Trustworthy Manner, en: Samantha Besson, Pascal Pichonnaz (édit.), *Les principes en droit européen – Principles in European Law*, Zurich, Schulthess, 2011, p. 147-169.

- Europäischer Datenschutz versus US-amerikanisches Sicherheitsrecht, Das Datentransferabkommen EU-USA 2007 (2007 PNR Agreement), en: Philipp Juchli, Marcel Würmli, Diego Haunreiter (édit.), *Sicherheit als wirtschaftliches, rechtliches und kulturelles Phänomen*, Bern, Stämpfli Verlag AG, 2008, p. 219-236.

Traductions (extrait)

- Miguel Poiares Maduro, Der Kontrapunkt im Dienste eines europäischen Verfassungsppluralismus, en: *EuR*, no 1, 2007, p. 3-31 (anglais/allemand).
- Miguel Poiares Maduro, Intergouvernementalismus contra Konstitutionalismus: Braucht das transformierte Europa eine Verfassung?, en: *Der Staat*, vol 46, no 3, 2007, p. 319-348 (anglais/allemand).

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
Première langue: Allemand	x			x			x		
Langues officielles: Anglais	x			x			x		
Français	x			x			x		
Autres langues: Italien		x				x			x

XI. Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg si j'étais élue juge à la Cour

Oui.

Annexe 3 – Curriculum vitae de Catherine Reiter

I. État civil

Nom, prénom: Reiter, Catherine

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: 18 mai 1974, Altstaetten, Suisse

Nationalité: suisse

II. Études et diplômes, et autres qualifications

2022 CAS Judiciaire, Université de Lucerne, Suisse

- Thèse: «Le rôle des juges nationaux en période de transition (focus: Afrique du Sud)»

2022 Master of Advanced Studies in Transitional Justice, Human Rights and the Rule of Law (MTJ), Académie de Genève (Université de Genève et IHEID), Suisse

- Summa cum laude
- Thèse: «Traumatisme transgénérationnel dans l'Afrique du Sud post-apartheid»

2022 Master en droit international public, Université de Johannesburg, Afrique du Sud

- Avec mention: 80%
- Thèse: «La privatisation des entreprises collectives au Kosovo et les droits de l'homme, en particulier les mécanismes de contrôle judiciaire»

2022 PD / Venia Legendi, Droit public, Université de Zurich, Suisse

- Thèse: «Les enquêtes internes en Suisse et au sein des Nations Unies»

2018 CAS Enquêteur de conformité, ZHAW, Suisse

2015 Doctorat (jurisprudence), Université de Zurich, Suisse

- Summa cum laude
- Thèse: «In-Court Organisation: Meilleures pratiques»

2008 DAS Éthique juridique et économique, Université de Zurich, Suisse

- Thèse: «Un État est-il moralement obligé de prendre des mesures législatives nationales pour prévenir les violations des droits de l'homme commises par "ses" entreprises à l'étranger?»

2007 Admission au barreau

2003 Licence en droit, Université de Zurich, Suisse

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Juge

Depuis 2022: **Juge (poste militaire) au Tribunal militaire de cassation (la plus haute instance juridique de la justice militaire), Suisse**

Depuis 2021: **Juge (poste secondaire) au Tribunal fédéral (la plus haute instance juridique de la justice civile), Suisse**

Depuis 2013: **Juge (poste secondaire à partir de 2017, poste suppléante à partir de 2013) au Tribunal administratif cantonal de Saint-Gall, Suisse**

2016 – 2021: Juge au Tribunal de district de la Vallée du Rhin, Altstaetten, Suisse

2016 – 2017: Vice-présidente (poste extraordinaire), Commission fédérale d'évaluation du district 10 (ESchK 10) (tribunal administratif fédéral spécial en matière d'expropriation), Zurich, Suisse

2007 – 2011: Juge suppléante, Tribunal de district (Tribunal du travail), Zurich, Suisse

(Ces postes sont/étaient des postes à temps partiel, à l'exception du poste au Tribunal de district de la Vallée du Rhin).

Autres postes dans le domaine judiciaire

2015 – 2016: Tribunal administratif fédéral, Secrétariat général, Département juridique/communication, Saint-Gall / Chef de département ad interim, chef de département adjoint, juriste

2008 – 2010: Chambre spéciale de la Cour suprême du Kosovo sur les questions relatives à l'Agence fiduciaire du Kosovo, EULEX Kosovo, Pristina, Kosovo / Juriste (détaché)

2004 – 2008: Tribunal de district, Zurich / Juriste, stagiaire

2001 – 2002: Tribunal de résolution des litiges relatifs aux comptes dormants en Suisse (CRT II), Zurich, Suisse / Juriste (temps partiel)

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Depuis 2019: **Auprès de plusieurs universités en Suisse (Saint-Gall depuis 2019, Zurich depuis 2023, Lucerne depuis 2023) / Chargée de cours (droit public, justice transitionnelle, éthique des juges)** (temps partiel)

2012 – 2015: Université de Zurich, Zurich, Suisse / Chercheuse sur la gestion, l'administration et l'organisation des tribunaux (temps partiel)

2011 – 2012: UBS (secteur financier), Zurich, Suisse / Avocate

2003: International Service for Human Rights (ISHR), Genève, Suisse / Stagiaire

2000 – 2001: Hewlett-Packard (industrie informatique), Urdorf, Suisse / Conseiller juridique (temps partiel)

c. Description des activités professionnelles non juridiques

1997 – 1999: Hewlett-Packard, Urdorf, Suisse / Sandton, Afrique du Sud / Coordinateur des contrats (Suisse: temps partiel; Afrique du Sud: temps plein), Assistante (temps partiel)

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- Encore étudiante, j'ai résolu avec succès un cas relatif à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui concernait la liberté d'expression (Prof. Mark Villiger) et j'ai reçu un prix pour mon article sur «Les droits de l'homme et les sociétés multinationales» (Université de Zurich, sur recommandation des Prof. Daniel Thürer et Zdzislaw Kedzia)
- Travail judiciaire: La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (droit à la famille, droits de l'enfant, droit à la propriété, droits procédurales) a été et reste un élément essentiel de mon travail dans les systèmes judiciaires suisse (TF, 5A_93/2022, 20.09.2022; TF, 5A_617/2021, 13.09.2022; TF, 5A_202/2021, 13.10.2021, etc.) et kosovar.
- Chargée de cours: Les droits de l'homme, y compris la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, font partie intégrante de mes cours et exercices de droit public (liberté d'expression, etc.) et de justice transitionnelle (jurisprudence du déni, etc.).
- En tant qu'autrice, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme a été au cœur d'une grande partie de mes recherches et de plusieurs de mes publications (voir ci-dessous), dont certaines ont influencé la jurisprudence du Tribunal fédéral suisse (voir TF, 1B_420/2022, 09.09.2022).
- Recherche pro bono: Je fais de la recherche pro bono pour un petit cabinet d'avocats sud-africain d'intérêt public (droit de mourir, etc.).
- Cours sur les droits de l'homme suivis: Outre les cours liés à ma qualification officielle, j'ai suivi de nombreux cours extracurriculaires sur les droits de l'homme:

- 2012: Droits de l'homme et justice transitionnelle – Vérité, justice et réforme de l'État de droit (Université de Leiden, La Haye [NL])
- 2010: Commerce international et droits de l'homme: Balancing the Act (HREA, en ligne); cours du Conseil de l'Europe sur le droit de propriété dispensé à EULEX Kosovo
- 2003: International Human Rights Law and Advocacy (Service international pour les droits de l'homme, Genève, Suisse)
- 2000: Études européennes: Manfred Nowak, Cadre juridique et institutionnel (UE), Sécurité européenne après la guerre froide (Université de Vienne, Strobl [AT])

V. Activités publiques

Aucune.

VI. Autres activités

Depuis 2022: **Membre de la commission d'éthique de l'Association suisse des juges (ASJ).**

En outre, je suis membre d'associations judiciaires telles que l'Association de recherche sur l'administration de la justice (JARA).

VII. Travaux et publications

Mes dix publications les plus importantes en matière de droits de l'homme sont les suivantes (les livres sont soulignés):

2023

- Das vererbte Trauma im Recht, in: AJP 2023, S. 460 ff. (avec Stefan Wehrenberg) (Le traumatisme transgénérationnel en droit)
- Die nationale Justiz in der politischen Transformation, in: «Justice – Justiz – Giustizia» 2023/1 (Le rôle des juges nationaux en période de transition)

2022

- Internal Investigations in der Schweiz und bei den Vereinten Nationen (Les enquêtes internes en Suisse et au sein des Nations Unies)
- EULEX: Human Rights Review Panel, in: AJP 2022, S. 1109 ff.
- Die Rückstufung im Migrationsrecht, in: AJP 2022, S. 777 ff. (La rétrogradation dans le droit de l'immigration)

2021

- Der Schutz von Massengräbern, in: AJP 2021, S. 1496 ff. (La protection des fosses communes)
- Informelle Hierarchien in der Justiz, in: «Justice – Justiz – Giustizia» 2021/3 (avec Thomas Stadelmann) (= Hiérarchies informelles dans le système judiciaire)
- Das Referentensystem, in: «Justice – Justiz – Giustizia» 2021/3 (avec Thomas Stadelmann) (Le juge rapporteur)

2015

- Gerichtsinterne Organisation: Best Practices (L'organisation de la cour: Meilleures pratiques)

2006

- Die Reformbedürftigkeit des Rechts der missbräuchlichen Kündigung im Lichte des Menschenrechtsschutzes, in: AJP 2006, S. 1059 ff. (Réformes nécessaires du droit du travail [licenciement abusif] du point de vue des droits de l'homme)

VIII. Langues

Langue	Lu			Écrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
Première langue: Allemand	X			X			X		
b. Langues officielles:									
– anglais	X			X			X		
– français	X				X			X	
c. Autres langues:									

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élue juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat

Je confirme que je suivrai des cours intensifs de français avant et pendant mon mandat, que je possède ou non le niveau de compétence linguistique requis pour le poste.

X. Autres éléments pertinents

-

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour

Je confirme par la présente que je résiderai en permanence à Strasbourg si je suis élue.